



HAL
open science

Master Économie

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Économie. 2014, Université de La Réunion. hceres-02040599

HAL Id: hceres-02040599

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02040599>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

Rapport d'évaluation du master



Economie

de l'Université de la Réunion

Vague E – 2015-2019

Campagne d'évaluation 2013-2014



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

En vertu du décret du 3 novembre 2006¹,

- Didier Houssin, président de l'AERES
- Jean-Marc Geib, directeur de la section des formations et diplômes de l'AERES

¹ Le président de l'AERES « signe [...], les rapports d'évaluation, [...] contresignés pour chaque section par le directeur concerné » (Article 9, alinea 3 du décret n°2006-1334 du 3 novembre 2006, modifié).



Evaluation des diplômes Masters – Vague E

Evaluation réalisée en 2013-2014

Académie : La Réunion

Etablissement déposant : Université de la Réunion

Académie(s) : /

Etablissement(s) co-habilité(s) au niveau de la mention : /

Mention : Economie

Domaine : Droit, économie, gestion

Demande n° S3MA150008723

Périmètre de la formation

- Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :
Saint-Denis de la Réunion
- Délocalisation(s) : /
- Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

Présentation de la mention

La mention *Economie* de l'Université de la Réunion a pour objectif de former des diplômés dans les domaines de l'économie du développement, de l'environnement et de l'aménagement du territoire, dans ceux de la banque et de la finance, ainsi que dans les domaines des méthodes quantitatives, de la modélisation économique et de la gestion des bases de données. Elle est assise sur une première année de master (M1) scindée en deux parcours proposés en parallèle et respectivement dénommés de la même manière que deux des trois spécialités : *Développement durable et aménagement du territoire* et *Ingénierie économique et financière*. Ces deux parcours sont largement mutualisées entre eux et le second comporte également, au deuxième semestre, un choix optionnel offert aux étudiants souhaitant s'orienter vers la troisième spécialité de la mention : *Méthodes quantitatives et modélisation pour l'entreprise*. Chacune de ces trois spécialités de la seconde année de master (M2) propose, en son sein, deux parcours : un parcours professionnel et un parcours recherche pour les spécialités *Développement durable et aménagement du territoire*, *Ingénierie économique et financière* et *Méthodes quantitatives et modélisation pour l'entreprise*, et deux parcours professionnels s'agissant de la spécialité *Ingénierie économique et financière*. Cette mention a donc pour objectif de préparer à la fois à une insertion professionnelle dans des emplois de niveau cadre supérieur et à une poursuite d'études en doctorat.

Synthèse de l'évaluation

- Appréciation globale :

Les compétences et connaissances attendues de la part des étudiants à la fin de leur formation sont claires et présentées de manière très circonstanciée. Les contenus proposés sont par ailleurs en adéquation avec les métiers visés et la mention repose, dans son ensemble, sur des objectifs de formation bien identifiés et pertinents. On peut toutefois regretter le fait que son architecture manque quelque peu de clarté compte tenu du positionnement assez ambigu de la spécialité *Méthodes quantitatives et modélisation pour l'entreprise* vis-à-vis des deux autres spécialités : l'accès à cette spécialité est en effet préparé au sein du M1 parcours *Ingénierie économique et financière*, alors même qu'en M2, c'est essentiellement avec la spécialité *Développement durable et aménagement du territoire* qu'elle entretient des relations de mutualisation. Cette situation est toutefois probablement la conséquence d'une volonté, de la part des différentes équipes pédagogiques, de mutualiser le plus possible les enseignements sur toute la surface de la mention, et de faire apparaître ainsi les dénominateurs communs entre les différentes formations qui la composent. Les modalités pédagogiques proposées sont, quant à elles, bien adaptées aux objectifs de formation. On note en particulier un effort important pour mettre en place des horaires de formation aménagés qui permettent non seulement aux étudiants engagés dans les parcours professionnels de réaliser des stages de longue durée (six à 12 mois), mais aussi d'accueillir un public ayant des contraintes particulières (liées par exemple à la poursuite d'une activité salariée en parallèle). Dans le même sens, la part réservée, dans les maquettes, à ce qui relève de l'acquisition des compétences transversales et préprofessionnelles est tout à fait satisfaisante : les langues et l'informatique sont bien présentes dans tous les parcours, tout comme les modules de préparation à la recherche et à l'insertion professionnelle.

La mention bénéficie d'un bon positionnement, tant au sein de l'offre de formations de l'université que vis-à-vis de l'environnement immédiat. Les spécialités proposées sont en effet les seules de la région dans leurs domaines respectifs et toutes paraissent bien ancrées dans le tissu économique local et entretiennent des relations étroites avec les milieux socioprofessionnels, en particulier la spécialité *Ingénierie économique et financière* (les dossiers des deux autres spécialités manquant toutefois parfois de précisions en la matière). La mention est par ailleurs adossée au « Centre d'Economie et de Management de l'Océan Indien » dont les membres semblent intervenir essentiellement au sein de la spécialité *Méthodes quantitatives et modélisation pour l'entreprise* (et notamment le parcours recherche). Cela a pour conséquence de laisser quelque peu indéterminée la nature de l'adossement à la recherche dont bénéficient les deux autres spécialités de la mention. De même, on ne dispose que de très peu d'informations à propos des liens pédagogiques que la mention a pu établir avec d'autres universités ou instituts de formation. En matière de relations internationales, seuls les deux parcours recherche de la mention font état d'un partenariat avec l'Université du Québec à Montréal, dont l'objectif principal est la mise en place de cotutelle de thèse.

Les deux premières années de master accueillent essentiellement des étudiants diplômés de licences d'économie ou (en plus grand nombre) d'administration économique et sociale et bénéficient d'une bonne attractivité (tout particulièrement la première année de master *Ingénierie économique et financière* qui représente désormais les trois quarts de la centaine d'inscrits). On observe cependant une tendance à la baisse des inscriptions depuis 2010, baisse dont on peut regretter qu'elle ne fasse pas l'objet d'une véritable analyse dans le dossier. En dépit de cette tendance, les effectifs des spécialités restent globalement stables ou bien sont en augmentation, ce qui témoigne de la capacité de celles-ci à attirer des étudiants issus d'autres universités. De manière générale, les taux de réussite sont, s'agissant des spécialités, tout à fait satisfaisants (au-dessus de 80 %) ; le bilan est cependant plus contrasté dans les deux premières années de master où ces taux oscillent entre 50 % et 70 %. On doit toutefois souligner ici le fait que les équipes pédagogiques, à en juger par les tableaux d'indicateurs fournis, accordent une importance marquée à la mesure et à l'évolution de ces taux de réussite. Il en va de même pour ce qui concerne le suivi des diplômés qui est assuré régulièrement par les responsables de spécialités. Ce suivi indique qu'il y a une bonne adéquation entre les objectifs de la mention et les résultats - tout à fait corrects - constatés en matière d'insertion professionnelle sur le marché du travail. Les poursuites d'études en doctorat restent en revanche réellement faibles en nombre (une par année s'agissant, par exemple, du parcours recherche de la spécialité *Développement durable et aménagement du territoire*).

Le pilotage de la mention en tant que tel n'est pas, pour sa part, sans poser de questions. Si chaque spécialité est bel et bien animée par une équipe pédagogique dont la composition paraît tout à fait adaptée aux visées de la formation du point de vue à la fois des compétences disciplinaires et de la part que prennent les intervenants professionnels extérieurs, on peine à saisir quels sont les dispositifs mis en place pour piloter de manière concertée la mention dans sa globalité. A titre d'illustration, les deux premières années de masters qui sont proposées en parallèle aux étudiants sont à l'évidence pilotées par deux équipes pédagogiques bien distinctes (même si certains enseignants appartiennent aux deux). Ce mode de fonctionnement n'apparaît pas totalement cohérent avec le choix fait par ailleurs d'une forte mutualisation des enseignements. Apprécié au niveau des spécialités, le pilotage mis en place par les équipes est bien plus visible : les conseils de perfectionnement sont en place et la volonté d'assurer un bon suivi des étudiants est patente. Ces conseils sont notamment saisis pour analyser les résultats des évaluations des



enseignements par les étudiants qui sont pratiquées dans les trois spécialités (mais qui ne semblent pas, étrangement, concerner la première année de master). Dans le même registre, la démarche d'auto-évaluation occupe une place importante dans les réflexions menées par les équipes pédagogiques en vue de l'amélioration de la qualité des parcours, et il en va de même pour ce qui est des recommandations formulées par l'AERES lors de la précédente évaluation. La qualité du dossier fourni n'est pas, pour autant, totalement satisfaisante : celui-ci ne comporte en effet aucun développement spécifique consacré à la cohérence pédagogique globale de la mention et n'est, en somme, composé que de la juxtaposition de trois dossiers de spécialités.

- Points forts :

- Les objectifs de formation sont clairs, très bien pensés au regard du contexte local, et donnent à la mention une véritable identité dans l'offre de formation.
- Les relations avec l'environnement socio-économique sont solides.
- Les résultats annoncés en matière d'insertion professionnelle sont bons.
- Un soin particulier est accordé à ce qui relève de la démarche qualité (auto-évaluation, évaluation des enseignements par les étudiants) et du suivi des étudiants (analyse des taux de réussite, suivi des diplômés).
- Les mutualisations nombreuses renforcent les liens entre les différentes formations proposées.
- Les aménagements horaires sont bien adaptés à l'accueil de publics spécifiques et à la réalisation de stages de longue durée.

- Points faibles :

- Il n'existe pas de dispositifs de pilotage de la mention dans sa globalité.
- Les effectifs dans les deux parcours de M1 sont orientés à la baisse.
- L'implication du laboratoire support de la mention est inégale d'une spécialité à l'autre.
- Le positionnement de la spécialité *Méthodes quantitatives et modélisation pour l'entreprise* dans l'architecture de la mention manque de clarté.
- Les poursuites d'études en doctorat sont en nombre restreint.
- La mention ne dispose pas de partenariats pédagogiques avec d'autres universités ou instituts (hormis un partenariat international).
- Le dossier souffre de l'absence d'une synthèse exposant la cohérence d'ensemble de la mention.

- Recommandations pour l'établissement :

Le dossier fourni ainsi que l'organisation pédagogique de la mention donne le sentiment que celle-ci n'est pas véritablement pilotée en tant que telle (le pilotage relevant des équipes pédagogiques des spécialités). Pallier ce manque devrait constituer une priorité absolue, et ce d'autant plus que l'analyse de l'évolution des effectifs révèle une baisse de l'attractivité de la première année du master. Une réflexion collective sur cette question, impliquant toutes les équipes pédagogiques de la mention, paraît nécessaire.

Dans le même ordre d'idée, il conviendrait probablement de réfléchir à la mise en place, au niveau de la mention, de partenariats étroits avec d'autres universités. Ces partenariats pourraient notamment être conçus de telle sorte qu'ils incitent les étudiants issus d'une licence de l'Université de la Réunion à poursuivre dans la mention *Economie* tout en disposant de perspectives de mobilité au cours de leur formation (voire d'opportunités plus nombreuses de poursuite d'études en doctorat pour ceux engagés en parcours recherche).

Certains aspects de l'architecture de la mention devraient par ailleurs être probablement reconsidérés. On pense ici à l'absence totale de relations entre les deux parcours de la spécialité *Ingénierie économique et financière* ou bien encore au positionnement ambigu de la spécialité *Méthodes quantitatives et modélisation pour l'entreprise*.

Enfin, l'adossement des formations de la mention au laboratoire support manque de clarté. Remédier à cet état de fait devrait également représenter un objectif à court terme (en veillant à la constitution d'équipes pédagogiques présentant une proportion équilibrée entre enseignants-chercheurs et intervenants professionnels extérieurs).

Evaluation par spécialité

Développement durable et aménagement du territoire.

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Saint-Denis de la Réunion

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Développement durable et aménagement du territoire* a pour vocation de former de futurs cadres et chercheurs dans des métiers où sont abordées des problématiques de développement local et de gouvernance des économies en développement. Elle abrite un parcours professionnel et un parcours recherche qui se distinguent l'un de l'autre au second semestre au moyen d'une unité d'enseignement spécifique. Le parcours recherche est par ailleurs entièrement mutualisé avec le parcours recherche de la spécialité *Méthodes quantitatives et modélisation pour l'entreprise*.

- Appréciation :

Les connaissances et compétences attendues ne sont pas exposées en tant que telles, mais la liste des enseignements offerts suggère qu'il y a adéquation entre les contenus et les emplois visés. Les objectifs propres de cette spécialité sont bien identifiés et pertinents au regard du contexte local, même si l'on peut regretter qu'il ne soit pas possible d'en apprécier véritablement la déclinaison au sein des divers enseignements (le contenu de ceux-ci n'étant pas indiqué). La politique de stages, quant à elle, gagnerait à être davantage explicitée, notamment s'agissant des dispositifs d'encadrement. La formation à la recherche est assurée de manière tout à fait classique (par le biais principalement de la rédaction d'un mémoire) et bénéficie d'un partenariat avec l'Université du Québec à Montréal qui se traduit notamment par la présence de professeurs invités en provenance de cette institution. Tant la formation professionnelle que l'acquisition des compétences transversales reposent sur un module « langues et professionnalisation » au contenu pertinent.

La spécialité accueille par ailleurs chaque année quelques étudiants en formation continue (20 % de l'effectif total) et a mis en place des horaires adaptés aux contraintes de ce public. Celle-ci peut se prévaloir d'une bonne attractivité au niveau régional et affiche des bons taux de réussite. Par ailleurs, le taux d'insertion professionnelle est tout à fait satisfaisant (90 % en moyenne ces cinq dernières années) et l'analyse du devenir des diplômés révèle que les emplois occupés correspondent très souvent aux objectifs de la formation. Le nombre de poursuites d'études en doctorat apparaît toutefois réellement faible (un étudiant chaque année).

Enfin, l'équipe pédagogique - qui a mis en place un conseil de perfectionnement chargé en particulier d'analyser les résultats des évaluations des enseignements par les étudiants - présente un équilibre satisfaisant entre intervenants professionnels extérieurs et enseignants-chercheurs et semble assurer un bon suivi des étudiants.

- Points forts :

- Les objectifs de formation sont clairs et parfaitement en adéquation avec les besoins locaux en termes de métiers.
- L'insertion professionnelle des diplômés est bonne et souvent en phase avec les métiers visés.
- Le pilotage est de qualité, tant en matière de suivi des étudiants et des diplômés que du point de vue des démarches engagées pour améliorer la formation.
- L'organisation est bien adaptée à la formation continue.



- Points faibles :
 - L'implication du laboratoire porteur de la mention semble, au sein du parcours professionnel, assez faible.
 - Les poursuites d'études en doctorat restent encore trop peu nombreuses.

- Recommandations pour l'établissement :

L'attractivité du parcours recherche, de création récente, devrait probablement être renforcée. Il conviendrait notamment en priorité d'élargir les possibilités de poursuite d'études en doctorat en s'appuyant sur les partenariats socio-économiques dont bénéficie déjà le parcours professionnel pour envisager des thèses en entreprise. Cela pourrait dans le même temps contribuer à augmenter la cohérence entre les deux parcours. Par ailleurs, la nature de l'implication du laboratoire porteur de la mention au sein de la spécialité gagnerait à être précisée.



Ingénierie économique et financière

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Saint-Denis de la Réunion

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Ingénierie économique et financière* est une formation visant à former des cadres supérieurs appelés à exercer des fonctions commerciales ou managériales dans le secteur bancaire. Elle propose deux parcours professionnels : un parcours *Banque-finance* qui prépare à une large gamme de métiers liés à la banque et à son environnement (responsable clientèle grande entreprise, analyste crédit, analyste financier ou encore gestionnaire de portefeuille) et un parcours ouvert uniquement en alternance et dont l'objectif, entièrement traduit dans son intitulé, est de former au métier de « Chargé de clientèle professionnelles et très petites entreprises ».

- Appréciation :

Les objectifs retenus pour cette spécialité sont très clairs, comme en atteste la description précise et circonstanciée des connaissances et compétences attendues au terme de la formation. Compte tenu de la proximité des débouchés visés par chacun des deux parcours, on peut toutefois s'étonner qu'il n'existe, entre eux, aucune forme de mutualisation, et ce d'autant plus qu'ils semblent proposer l'un et l'autre les mêmes aménagements horaires pour permettre l'accueil d'étudiants ayant des contraintes spécifiques. Le dossier fourni précise avec soin le dispositif - riche - mis en place pour assurer le suivi des stages des étudiants, mais reste lacunaire s'agissant du contenu des enseignements proposés (dont on ne peut donc apprécier la pertinence au regard des débouchés attendus). Au sein du parcours *Banque-finance*, la formation professionnelle et l'acquisition des compétences transversales reposent sur des dispositifs tout à fait classiques (sont présents des modules de techniques de recherche d'emploi, d'anglais et d'informatique). Par nature, la dimension professionnalisante du parcours en alternance *Conseiller de clientèle professionnels et très petites entreprises* est, quant à elle, très développée.

L'ensemble de la spécialité bénéficie d'une bonne attractivité et les effectifs des deux parcours sont à la fois stables et bien ajustés à la surface des débouchés. L'analyse du devenir des étudiants une fois diplômés (avec un taux de réussite de l'ordre de 90 %) semble indiquer une bonne insertion professionnelle dans le secteur bancaire, mais l'absence de réelles indications sur la méthodologie des enquêtes menées ne permet pas de la mesurer avec entière précision.

Enfin, le pilotage de la spécialité repose sur une équipe pédagogique qui fait une large place aux intervenants professionnels extérieurs, et s'appuie également sur un conseil de perfectionnement qui a pour mission d'améliorer la qualité de la formation, au regard, principalement, des évaluations des enseignements par les étudiants.

- Points forts :

- La spécialité vise des métiers bien précis et adaptés aux besoins locaux.
- Les dispositifs pédagogiques vont réellement dans le sens de la professionnalisation (encadrement très poussé des stages, alternance, possibilité de certifications).
- L'insertion professionnelle des diplômés est bonne.
- Le pilotage accorde de l'importance aux éléments permettant d'améliorer la formation.

- Points faibles :

- Il n'existe aucune mutualisation ou forme de relation entre les deux parcours professionnels de la spécialité.
- La spécialité ne dispose pas de partenariats nationaux ou internationaux.



- Recommandations pour l'établissement :

Telle qu'elle est conçue, l'architecture interne de la spécialité propose deux parcours professionnels qui, en dépit d'objectifs de formation assez voisins, sont entièrement étanches l'un à l'autre. Il serait souhaitable de décloisonner ceux-ci et de mettre en place, si ce n'est des mutualisations, au moins des dispositifs de professionnalisation communs qui tireraient parti des apports de l'un et de l'autre (et d'enrichir ainsi les perspectives offertes aux étudiants en cours de formation). Enfin, la spécialité reste très ancrée dans le contexte local et gagnerait sans doute à mettre en place des partenariats pédagogiques nationaux et internationaux (tant pour renforcer son attractivité que pour élargir la gamme des débouchés des diplômés).



Méthodes quantitatives et modélisation pour l'entreprise

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Saint-Denis de la Réunion

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Méthodes quantitatives et modélisation pour l'entreprise* a pour objectif principal de former des économistes statisticiens disposant de connaissances solides dans les domaines des méthodes quantitatives, de la modélisation économique et de la gestion de base de données. Elle abrite un parcours professionnel et un parcours recherche qui se différencient au second semestre par le biais d'unités d'enseignement spécifiques (le parcours recherche est alors entièrement mutualisé avec le parcours recherche de la spécialité *Développement durable et aménagement du territoire*). Cette spécialité prépare donc à la fois à une poursuite d'études en doctorat et à une insertion professionnelle dans des emplois assez variés (chargé d'études statistiques et/ou économiques, chargés d'études de marché, en marketing, en finance, ingénieur statisticien, économiste d'entreprise).

- Appréciation :

Les compétences et connaissances attendues sont très bien identifiées et en phase avec les débouchés visés. Si les objectifs de formation sont clairs et pertinents, il n'en va pas de même pour ce qui est du positionnement de cette spécialité au sein de la mention. Le jeu des mutualisations multiples - dont on peut comprendre la nécessité - entre les deux parcours et avec les deux autres spécialités rend l'architecture pédagogique assez complexe (dont la compréhension n'est pas, en outre, facilitée par l'absence de description du contenu des unités d'enseignement). La formation à la recherche est, par construction, de même nature à celle indiquée pour le parcours recherche de la spécialité *Développement durable et aménagement du territoire* et elle bénéficie à la fois d'une forte implication des enseignants-chercheurs du « Centre d'Economie et de Management de l'Océan Indien » et du partenariat avec l'Université du Québec à Montréal. L'acquisition des compétences transversales et la formation professionnelle sont de leur côté assurées de manière tout à fait satisfaisante par une large gamme de dispositifs et d'enseignements (anglais, informatique, techniques de recherche d'emploi, études de cas, réalisation de travaux de conseil statistique).

La spécialité accueille un effectif relativement faible (en moyenne une douzaine d'étudiants depuis 2010) et l'on observe en outre une légère tendance à la baisse depuis deux ans. Les données recueillies à propos du devenir des diplômés attestent d'une bonne insertion à l'issue du parcours professionnel (87 % durant la période 2010-2012). Le taux de poursuite en doctorat demeure quant à lui relativement modeste (un tiers des étudiants du parcours recherche).

L'équipe pédagogique, composée à la fois d'universitaires spécialisés dans les thématiques de la spécialité et d'intervenants professionnels extérieurs, est équilibrée et le suivi des étudiants paraît bien assuré. Enfin, le pilotage de la spécialité prend appui en partie sur un conseil de perfectionnement qui analyse les résultats des évaluations des enseignements par les étudiants et est source de propositions en matière d'évolution de la formation.

- Points forts :

- Les objectifs de formation sont clairs et s'appuient sur des compétences et connaissances attendues très bien identifiées.
- L'insertion professionnelle des diplômés est bonne.
- Le laboratoire porteur est fortement impliqué sur toute la spécialité.
- Le pilotage est de qualité du point de vue du suivi des étudiants et des procédures d'évaluation de la formation.



- Points faibles :
 - Le positionnement de la spécialité manque de clarté (tant au sein de la mention dans son ensemble que vis-à-vis des deux autres spécialités).
 - L'attractivité est relativement faible et semble en baisse.
 - Les poursuites d'études en doctorat restent encore trop peu nombreuses.

- Recommandations pour l'établissement :


La priorité est sans doute, à l'heure actuelle, de restaurer l'attractivité de la spécialité, notamment vis-à-vis des étudiants issus de licence d'économie. Une possibilité pourrait être d'engager une réflexion visant à élargir le bassin d'emploi offert aux futurs diplômés du parcours professionnel et à augmenter, s'agissant spécifiquement du parcours recherche, les possibilités de poursuite d'études en doctorat. Enfin, et comme cela a été déjà indiqué dans les recommandations relatives à la mention, il conviendrait de clarifier le positionnement de la spécialité au sein de celle-ci.



Observations de l'établissement

**OBSERVATIONS RELATIVES AU RAPPORT D'ÉVALUATION AERES
MASTER MENTION ECONOMIE**

L'Université de La Réunion n'entend formuler aucune observation sur ce rapport.

Le Président

Pr Mohamed ROCHDI

